



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Commerce en ligne

Question au Gouvernement n° 935

Texte de la question

COMMERCE EN LIGNE

Mme la présidente . La parole est à M. Guillaume Lepers.

M. Guillaume Lepers . Ma question s'adresse aux ministres respectivement chargés du commerce extérieur et des petites et moyennes entreprises.

Vous connaissez Shein et Temu. Permettez-moi de vous présenter Joybuy. C'est le petit nouveau qui, depuis avant-hier, vient s'ajouter à la liste des géants du e-commerce qui inondent notre marché de milliers de produits proposés à prix dérisoire et fabriqués dans des conditions sociales et environnementales douteuses.

M. Thibault Bazin . Il a raison !

M. Guillaume Lepers . Ces plateformes ont bâti leur empire sur une stratégie d'addiction consumériste, visant directement nos enfants à travers des campagnes publicitaires massives sur les réseaux sociaux. Avec, par exemple, l'émergence de TikTok Shop, elles les incitent à une surconsommation permanente en jouant sur la psychologie et l'instantanéité d'achat.

M. Jean-Luc Bourgeaux . Eh oui !

M. Guillaume Lepers . Pendant ce temps, nos commerçants, nos PME, nos artisans, nos créateurs et des filières complètes subissent une concurrence déloyale, car ces géants profitent de failles réglementaires – exonération de droits de douane sur les petits colis, fraude sur la valeur déclarée en douane ou encore absence totale de traçabilité des produits. C'est un véritable tsunami qui dévaste depuis des mois les enseignes françaises. Elles tombent une à une, dans l'indifférence générale et, pendant ce temps, nos centres-villes se vident de leurs commerces de proximité.

La France ne peut pas d'une main défendre la transition écologique et la souveraineté économique tout en laissant prospérer de l'autre ces acteurs du gaspillage massif et de la désindustrialisation silencieuse.

M. Jean-Luc Bourgeaux . Il a totalement raison !

M. Guillaume Lepers . Personne ici ne devrait, sous le couvert démagogique de défendre le pouvoir d'achat des consommateurs, se résigner à voir disparaître à plus long terme nos entreprises et nos emplois.

Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour renforcer les contrôles douaniers et fiscaux sur ces plateformes ? Comment comptez-vous protéger les entreprises locales et garantir la transparence sur les conditions de production ? Enfin, quelles actions envisagez-vous pour limiter la manipulation commerciale des plus jeunes consommateurs par ces géants du numérique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR*

ainsi que sur quelques bancs des groupes EPR, Dem et L'OT. – M. Raphaël Schellenberger applaudit également.)

M. Jean-Paul Lecoq. Il suffit d'abolir le capitalisme !

M. Jean-Claude Raux. C'est simple ! (Sourires.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat.

M. Serge Papin, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat .* La lutte contre les plateformes – Shein, Temu, Joybuy, mais aussi Amazon Haul et TikTok Shop – qui inondent notre pays de colis bourrés de produits bas de gamme – ce qu'on appelle le *social shopping* – est une priorité de mon ministère.

Ces plateformes ne respectent pas nos règles, ni écologiques, ni sanitaires, ni commerciales. Leurs pratiques déloyales – c'est du dumping – frappent de plein fouet les commerces de centre-ville. Si les rideaux tombent définitivement, c'est en grande partie à cause d'elles. Je vous propose de mener la bataille sur deux aspects : éveiller les consciences et organiser la résistance.

Pour éveiller les consciences, il faut sensibiliser : l'achat de produits sur ces plateformes participe à la destruction de nos commerces et conduit à se mettre soi-même en danger. Nous risquons d'en payer le prix plus tard, vous avez raison de le dire.

Pour organiser la résistance, nous allons tripler les prélèvements effectués par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. (*M. Laurent Wauquiez applaudit.*) Tant que les règles ne seront pas respectées, il y aura sanction. La DGCCRF se coordonnera avec les douanes pour être plus efficace dans ses contrôles. C'est en cours.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, nous proposons d'instaurer une taxe de 2 euros par article pour les petits colis. Nous souhaitons la généraliser au niveau européen, qui est le bon niveau pour qu'elle soit efficace.

Monsieur le député, vous pouvez compter sur ma détermination à vos côtés sur ce sujet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Lepers](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 935

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 30 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 octobre 2025